

**Avis adopté**

Séance plénière du 28 octobre 2025

*Egalité des chances : mythe ou réalité ?*

*Rapport annuel sur l'état de la France 2025*

**Déclaration des groupes Alternatives sociales et écologiques & CGT**

L'égalité des chances est souvent présentée comme une promesse républicaine. Mais pour les groupes Alternatives sociales écologiques et CGT, c'est surtout une promesse non tenue. En 2025, la réalité, c'est que le destin social d'un enfant reste largement dicté par celui de ses parents. Les inégalités sociales persistent à travers les générations et se cumulent, certaines se sont même renforcées.

Le rapport du CESE le montre très clairement : le déterminisme social est toujours à l'œuvre. Les enfants d'ouvriers ont cinq fois plus de risques de quitter le système scolaire sans diplôme par rapport aux enfants de cadres. Et dans un pays où il faut six générations pour espérer rejoindre la classe moyenne quand on vient d'un milieu populaire, on ne peut pas parler d'égalité des chances — on parle de reproduction sociale.

Les femmes, quant à elles, continuent de subir une double peine. A temps de travail identique, le salaire moyen des femmes est inférieur de 14 % à celui des hommes. Cet écart est même de 23,5 % si on prend en compte le revenu salarial moyen dans le privé. Cela engendre des impacts sur la pension de retraite, des carrières freinées après la maternité, des métiers féminisés toujours sous-payés, et un manque criant de services publics de garde d'enfants. Tant que ces inégalités structurelles perdureront, aucune égalité réelle ne sera possible.

Et que dire des territoires ? Dans les régions industrielles sinistrées, dans les zones rurales, dans les Outre-mer, l'accès à l'emploi, aux services publics, à la santé, à la formation devient un parcours du combattant. La désindustrialisation a détruit des emplois stables et qualifiés, laissant derrière elle des territoires abandonnés et des générations entières sans perspectives. La réindustrialisation ne peut pas être un simple slogan : elle doit s'appuyer sur des emplois durables, bien rémunérés, avec des droits et des formations solides.

Pour les groupes ASE et CGT, le concept même d'égalité des chances doit être interrogé. Si l'égalité de droits est affichée, son effectivité n'est pas assurée. Cette situation fait peser sur chacun la responsabilité de ses réussites, mais surtout de ses échecs. Cette logique méritocratique met les individus en concurrence et contribue à fragmenter la société.

L'égalité réelle doit rester un fondement de notre démocratie, qui doit guider les choix opérés en matière de politiques sociales. Cela passe par la redistribution des richesses, la progressivité de l'impôt, la revalorisation des salaires, la formation tout au long de la vie et la reconstruction de services publics forts, puissants leviers de transition écologique et sociale, sur tout le territoire.

Parce qu'aujourd'hui, pendant que les 10 % les plus riches détiennent 60 % du patrimoine, la moitié des ménages français n'a presque rien. Parce que les 12 millions de personnes en précarité énergétique

n'ont pas les moyens de participer à l'indispensable transition écologique. Et parce que 75 % des Français jugent inopérantes les politiques publiques d'égalité des chances et de mobilité sociale.

Ce désenchantement, cette défiance, c'est le fruit de décennies de politiques libérales qui ont laissé s'installer l'injustice sociale. Les groupes ASE et CGT appellent donc à une politique d'égalité républicaine réelle, fondée sur :

- des services publics renforcés, en particulier dans l'Education qui cristallise beaucoup d'attentes, et planifiés selon les besoins de la population ;
- une réindustrialisation écologique et solidaire, coordonnée entre l'État et les filières, les collectivités et les chambres consulaires, créatrice d'emplois stables de qualité et de savoir-faire ;
- une répartition juste des richesses, en s'attaquant enfin aux inégalités patrimoniales et salariales ;
- une réelle démocratie qui s'appuie sur le respect des expressions citoyennes et de la société civile organisée.

L'égalité ne doit pas rester un mythe sous le couvert de la notion des chances qu'on agite à chaque réforme. Depuis de nombreuses années, et c'est encore le cas aujourd'hui, le projet de loi de finances doit prendre en compte les aspirations et les attentes

Elle doit être réelle et assurer l'égalité des droits. Elle doit devenir un objectif concret, mesurable, qui se traduit dans la vie quotidienne des travailleurs et des travailleuses, dans l'accès à l'emploi, au logement, à l'éducation et à la dignité.

Elle est une condition essentielle pour retisser des liens entre toutes et tous et retrouver davantage de cohésion sociale, pour faire émerger une société juste, solidaire et durable.

Le travail collectif selon la méthode CESE qui nous est chère, que ce soit dans les commissions ou avec l'administration, a été dense pour obtenir notre rapport annuel, très particulier et très attendu, utile pour le débat public dans la continuité du RAEF de l'an dernier sur la démocratie.

Une fois encore nous pouvons être fiers du résultat, nous l'avons voté.